
LA POLITIQUE DELIBÉRALISATION FINANCIÈRE ET CRISES BANCAIRES : CAS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Habiba MOUSSOUNI
, Maitre de conférence B
laboratoire MIFMA
Université Abou Baker Belkaid-Tlemcen-
moussouni.h13@gmail.com

Amina BENAÏSSA
laboratoire MIFMA
Université Abou Baker Belkaid-Tlemcen
benaisa.am13@gmail.com

Submitted date: 13/03/2018

acceptance date: 30/11/2018

Résumé

La crise financière de 2008 a suscité beaucoup d'intérêt de la part des économistes et des autorités. Elle se réunit dans plusieurs aspects : politique de libéralisation financière surendettement généralisé, panique provoquée par la dévaluation brutale d'actifs financiers, mauvaise gestion et prévision des crises par la réglementation prudentielle de Bâle II ...

L'objet de cet article est d'évaluer les effets de la libéralisation financière sur la stabilité du système bancaire pour un échantillon de vingt-quatre pays en développement au cours de la période 1981-2014 mesurées selon la séquence et le rythme de ces réformes sur la probabilité de crises bancaires et en utilisant la méthode *Logit+*.

Les résultats permettent de conclure que l'ordre des opérations de libéralisation (interne ou externe) et le rythme de ces réformes (partielle ou totale) affectent sur la dynamique des crises bancaires dans les pays.

Mots clés: répression financière ; libéralisation financière ; crises bancaires ; pays en développement, Méthode de *Logit+*

Jel : G01, G32, G38

Abstract :

The financial crisis of 2008 has draw attention a lot of economists and authorities. It meets in several aspects: financial liberalization policy over-indebtedness, panic caused by the sudden devaluation of financial assets, mismanagement and crisis prediction by the prudential regulation of Basel II ...

The aim of this paper is evaluating the effects of financial liberalization on the stability of the banking system for a sample of twenty-four developing countries over the period 1981-2014 witch measured according to the sequence and pace of the reforms on the probability of banking crises, using the *Logit+* method.

The results permit to conclude that the order of liberalization operations (internal or external) and the pace of these reforms (partial or total) affect the dynamics of banking crises in the countries.

Keywords: financial repression, financial liberalization, banking crises, developing countries, *Logit +* method.

Jel : G01, G32, G38

I- Introduction :

Ces dernières années, le développement technologique s'est accéléré de manière fulgurante où, les modes de fonctionnement des établissements bancaires ont profondément évolué sous l'effet de la libéralisation financière et des innovations technologiques (De Boissieu, 2000, Miotti et Plihon, 2001). Les institutions financières se trouve en concurrence (Scialom, 1999) et, partant, a poussé en effet les banques à rechercher sans cesse de nouvelles sources de profits, ce qui elle peut s'avérer dans ce cas le risque systémique.

La littérature empirique avait jusqu'alors mis en avant le rôle des politiques de libéralisation financière engagées pendant les années 1980 et les mesures d'ouverture aux flux de capitaux internationaux prises pendant les années 1990 depuis les études pionnières de Kaminsky et Reinhart (1996, 1991). Ainsi, l'étude de Demirgüç-Kunt et Detragiache (1982), consacrée aux crises bancaires, conclut que la libéralisation financière est un facteur explicatif significatif des crises bancaires.

De même, Glick et Hutchison (1999) montrent que la libéralisation financière explique l'apparition des "crises jumelles". La limite de ces travaux est de considérer que le processus de libéralisation est homogène pour tous les pays soit émergents ou non. Or on constate plusieurs études empiriques qui indiquent que les raisons pour lesquelles la libéralisation financière a montré ses limites sont tout d'abord liées aux conditions macro-économiques nécessaires à la stabilisation de l'économie. Elles sont ensuite liées à l'ordonnancement dans le temps des réformes autrement dit à l'ordre suivant lequel les mesures doivent être prises et finalement à la vitesse des réformes puisque les pays émergents ont le choix entre l'adoption des mesures graduelles ou brutales.

On peut citer la thèse de l'ordre optimal ("*sequencing*") de McKinnon (1991) selon laquelle la réussite des politiques de libéralisation financière nécessite des conditions préalables et notamment une réforme financière interne

L'objectif de cet article consiste à savoir suivant la littérature empirique est-ce que les crises bancaires sont à l'origine d'une chronologie et rythme des réformes de libéralisation financière mal adapté ?

II- De la répression financière à la libéralisation financière : Une revue de littérature

" By now there is widespread agreement that trade liberalization enhances growth. No such agreement exists, however, on the growth-enhancing effects of financial liberalization, in large part because it is associated with risky capital flows, lending booms and crises "

Tornel, Westermann and Martinez(2003)

La littérature de la libéralisation financière se présente comme une alternative à un régime de « répression financière » a émané vers le début des années 70 par les œuvres précurseurs de R.I. McKinnon (1973) et E. Shaw (1973).

Selon ses deux auteurs, l'intervention des pouvoirs publics dans le fonctionnement du marché financier conduit à un découragement de l'épargne, un rationnement du crédit et l'affectation non optimale des ressources. Si l'Etat fixe arbitrairement les taux d'intérêt réels (à travers la fixation des taux d'intérêt nominaux) au-dessous de leurs valeurs d'équilibre de marché, il réduit la croissance économique dans la mesure où :

- Cela réduit la quantité de fonds disponibles pour l'investissement via la baisse des dépôts bancaires ;
- cela affecte la qualité de l'investissement par la modification de comportement des intermédiaires financiers.

Comme le souligne Shaw (1973), « les plafonnements effectifs à la baisse des taux créditeurs réels intensifient l'aversion pour le risque et la préférence pour la liquidité des intermédiaires. Les banques accordent une place privilégiée dans leur portefeuille aux emprunteurs à la réputation bien établie, aux entreprises commerciales qui ont connu une longue période de stabilité. Il n'y a que peu d'incitation à l'exploration d'opportunités de prêts nouveaux et plus risqués ».

Selon Nouriel Roubini et Xavier Sala-i-Martin (1991), la répression financière² résulte des politiques répressives d'un gouvernement qui décide de ne pas permettre un développement financier complet.

²-La notion de la répression financière a été lancée pour la première fois par Mackinnon & Shaw (1973) pour montrer que l'intervention des pouvoirs publics dans le fonctionnement du marché financier conduit à un découragement de l'épargne, un rationnement du crédit et l'affectation non optimale des ressources. Ainsi, Si l'Etat fixe arbitrairement les taux d'intérêt réels (à travers la fixation des taux d'intérêt nominaux) au-dessous de leurs valeurs d'équilibre de marché, il réduit la croissance économique dans la mesure où :

- Cela réduit la quantité de fonds disponibles pour l'investissement via la baisse des dépôts bancaires, et affecte la qualité de l'investissement par la modification de comportement des intermédiaires financiers.

Ces deux économistes et suivant l'étude de McKinnon et Shaw (1973), mettent en relief les méfaits d'un système financier réprimé, sur les deux plans financier et réel, et certifient que la libéralisation financière est le moyen le plus efficace pour développer l'intermédiation bancaire, relancer l'accumulation du capital et promouvoir la croissance économique dans les pays émergents. D'autres travaux s'inscrivant dans la même logique se sont manifestés quelques années plus tard, c'est essentiellement les travaux de Galbis (1977), Kapur (1976-1986), Mathieson (1978-1979), Vogel et Buser (1976), M.J.Fry (1988), Y.J.Cho (1988), N.Roubini et X.Sala-i-Martin (1992), I.Atiyas, G.Caprio, J.A.Hanson (1994), ceux de O.Bandiera, G.Caprio, P.Honohan et F.Schiantarelli (2000), ceux de A.Jbili, K.Enders et V.Treichel (1997), ceux de R.Levine et R.King (1993), ceux de R.Levine et S.Zervos (1998), ceux de G. Bekaert, C.R.Harvey et C.Lundblad (2000-2001), ceux de P.B.Henry (2000), ceux de A.Chari et P.B.Henry (2002), ceux de N.Fuchs-Schundeln et N.Funke (2001), ceux de J.R.Harris, F.Schiantarelli et M.Siregar (1992), ceux de F.Jaramillo et A.Weiss (1993), ceux de R.G.Gelos et A.M.Werner (1999) et ceux de C.Sancak (2002). Dévoués principalement à modéliser les contributions originelles de Mac Kinnon (1973) et Shaw (1973).

ces travaux ont abouti globalement à la même conclusion c'est que le système financier doit être libéraliser pour assurer son bon fonctionnement, accroître l'épargne financière, promouvoir les investissements productifs, pousser l'innovation technologique et soutenir la croissance économique.

III- Les conditions préalables à la réussite de la politique de libéralisation financière

Les raisons pour lesquelles la libéralisation financière a montré ses limites sont tout d'abord liées aux conditions macro-économiques nécessaires à la stabilisation de l'économie. Elles sont ensuite liées à l'ordonnement dans le temps des réformes et finalement à la vitesse des réformes puisque les pays émergents ont le choix entre l'adoption des mesures graduelles ou brutales.

III-1 Les conditions initiales

Les effets pervers de la libéralisation financière ont conduit à identifier les conditions du succès de ce processus. On peut les citer

a- La stabilité macroéconomique

Un certain nombre d'études récentes ont exploré si les politiques macroéconomiques des données telles que celles qui sont habituellement publiés dans un bulletin de la banque centrale, peuvent être utilisés comme indicateurs avancés ou coïncidents des difficultés bancaires.³

La stabilité macro-économique désigne la stabilité du niveau général des prix et un déficit budgétaire modéré ou l'instabilité des ces derniers augmente la probabilité de crises bancaires et financières.

L'instabilité macroéconomique se caractérise par des taux d'inflation et d'intérêt élevés et incertains⁴ ce qui provoque une baisse de l'épargne et une orientation de l'investissement vers des projets moins productifs qui se répercutent négativement sur la croissance économique. Au total, la stabilité macroéconomique est prise comme une condition nécessaire mais reste insuffisante pour la réussite des réformes de libéralisation financières. Cette mesure donne lieu à une croissance économique saine sans dysfonctionnements et la réalisation d'un taux de croissance acceptable et un taux d'inflation faible permettent aux taux d'intérêt réels de se monter.

b- La réglementation prudentielle et la supervision bancaire

La réglementation prudentielle imposée auprès des autorités qui cherchent à superviser leur système financier en utilisant des règles plus strictes d'autant que la stabilité macroéconomique, permet de limiter la probabilité de défaillance d'une banque, car la faillite bancaire est un événement fortement déstabilisant pour l'économie. Face a ce constat le comité de Bale a décidé en 1988 de la mise en place du ratio Cooke. Ce ratio fixe à 8% le rapport entre les fonds propres et les risques pondérées. Si on pose le problème de surliquidité on trouve que le respect de ce ratio ne signifie pas vraiment d'efficacité du système bancaire. Si on parle sur les pays émergents on trouve que leur secteur bancaire est faiblement ouvert aux marchés internationaux.

³ -Hardy et Pazarbasioglu (1998): "Leading indicators of banking crises: Was Asia different?" *IMF Working Paper*, N°91

Dans ce cadre l'imposition des contraintes sur les fonds propres (ratio Cooke) peut avoir des conséquences graves sur la croissance économique.

III-2 séquence de libéralisation financière :

La recherche d'une séquence et vitesse de libéralisation financière qui améliore la stabilité macro-économique reste un objectif intéressant pour plusieurs économistes {Kapur (1976), Mathieson (1979), Michaely (1986) et Krueger (1986)}.

plusieurs travaux ont été intéressés à la détermination de la séquence des réformes suite au choc financier qui touchent la plupart des pays émergents. Dans ce cadre Edwards (1986) a fait une analyse de comparaison entre deux séries chronologiques à savoir l'Argentine et l'Uruguay qui ont commencé par la libéralisation de leur compte de capital (libéralisation externe) et le Chili qui a commencé par la libéralisation de leur système financier domestique (interne). Il constate que l'expérience chilienne est prise comme exemple de « bon » ordonnancement chronologique de la réforme, tandis que l'expérience argentine est échouée. Aussi, McKinnon (1991) analyse la voie optimale de la libéralisation financière par référence à l'expérience japonaise. Il conclut que le Japon n'a commencé à libéraliser son système financier qu'à une époque récente, après que les conditions initiales sont remplies.

III-03 Vitesse de libéralisation financière

La vitesse de libéralisation mérite d'être étudiée, dans le sens où, un pays a la possibilité de choisir entre, soit une libéralisation brutale (rapide), soit une libéralisation prudente (progressive). lorsque la réforme est graduelle, la libéralisation risque de perdre son impulsion avec le passage du temps. De même, plus les mesures de réformes sont rapides et profondes, plus les gains potentiels sont importants mais plus le passage est risqué d'être coûteux.

D'après la Banque Mondiale dans le rapport sur le développement dans le monde de 1989, la libéralisation du système financier ne doit être ni trop rapide ni trop longue. Si la libéralisation est trop rapide, les entreprises pourraient encourir de lourdes pertes et lorsque la libéralisation est trop longue, le prix à payer pour la persistance de l'inefficacité financière sera plus élevé. En plus Bhattacharya (1997) dans leur analyse insiste sur le point de la vitesse des réformes, et surtout la vitesse de la libéralisation des marchés de capitaux et l'emprunt étranger, doit être lente.

Pour conclure les gouvernements doivent s'engager dans la voie de réformes avec prudence, dans la mesure où, la stabilisation macro-économique et la supervision bancaire sont importantes à l'approfondissement financier et à la croissance économique.

III-04 libéralisation financière et crise bancaire : une revue de littérature

Ces dernières années ont été marquées par des difficultés considérables pour les secteurs financiers de nombreux pays principalement les pays émergents. Les crises sans doute les plus aiguës ont été dues aux problèmes financiers de certains marchés émergents⁵.

JULIO Maria Sanguinetti, ancien Président uruguayen (1985–95), a dit un jour : «le système bancaire ne vous mènera jamais au paradis, mais il peut vous précipiter en enfer en une après-midi»⁶. De plus Carney (2010) montre dans leur étude que l'ouverture permanente des marchés financiers est essentielle à la résilience du système financier (Carney, 2010)⁷. Dans ce cadre l'association entre la libéralisation financière et

⁵ -Brenda Genzalez - Hermosillo; « Crises bancaires : se doter d'indicateurs d'alerte avancée », *Finances & Développement* / Juin 1999

⁶ Agustín G. Carstens, Daniel C. Hardy et Ceyla Pazarba, « Eviter les crises bancaires en Amérique Latine » *Finances & Développement* Septembre 2004 P30

⁷ -Koralai Kirabaeva, « Anti sélection et crises financières » *Revue de la banque du Canada* Hiver 2011. P11

la crise bancaire a été observées dans plusieurs études empiriques (voir Annexe 1) (par exemple, Williamson et Mahar 1998 ; Kaminsky et Reinhart 1999 ; Demirgüç-Kunt et Detragiache, 2001 ; Weller 2001 ; Eichengreen et Arteta, 2002 ; Noy 2004)⁸.

Kaminski et Reinhart (1996) ont ainsi réalisé une importante étude empirique, portant sur 20 pays en Asie, Amérique latine, Europe, et Moyen-Orient, au cours des années soixante-dix jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix. Leurs principaux résultats reposent sur l'idée que la plupart des crises bancaires sont précédées par des politiques de libéralisation financière. Demirgüç-Kunt et Detragiache [1998] ont identifié une relation entre la libéralisation financière et la fragilité financière à travers une étude sur 53 pays au cours des années 1980-1995. À la lumière de leurs résultats, il apparaît notamment que la libéralisation financière doit s'accompagner de l'évolution du cadre institutionnel si l'on ne veut pas qu'elle conduise à un accroissement de l'instabilité financière

source de tensions macro-économiques négatives pour la croissance. De même, Hellman, Murdock et Stiglitz (2000) ont montré comment dans un cadre de libéralisation financière, une augmentation des crises bancaires peut avoir des effets négatifs sur la rente du secteur bancaire. Cette perte de rente incite les banques à adopter une politique plus risquée en profitant du soutien des autorités en cas de problème ou de risques majeurs.

D'un autre côté, Fränkel et Rose (1996) ont utilisé un modèle Probit pour déterminer les causes des crises bancaires dans 105 pays entre 1971-1992, ils ont trouvé que les probabilités des crises bancaires augmentent lorsque le taux d'intérêt extérieur est élevé et que les crédits domestiques sont plus importants. Eichengreen et Rose (1998) trouvent qu'un taux d'intérêt extérieur élevé et une détérioration de la croissance économique augmentent les probabilités de crises.

IV- Analyse économétrique

La méthode utilisée est le modèle logit : c'est la méthode économétrique la plus utilisée dans l'analyse des crises bancaires et financières. Grâce à sa simplicité, elle a le privilège de mesurer la contribution d'une variable à la probabilité d'une crise à un moment donné par le calcul de la valeur moyenne des variables, ce qui permet d'évaluer l'effet global des variables explicatives sur la variable expliquée. Elle répond donc à l'objectif principal de notre travail empirique qui se déroule sur l'évaluation de l'effet des variables de libéralisation financière partielle et totale sur la probabilité des crises bancaires. De nombreux travaux ont cherché à comprendre les origines de ces crises liées à la libéralisation. À la suite, Glick et Hutchison (1999) ont estimé un modèle probit pour vérifier les causalités entre les crises bancaires et les crises financières sur un échantillon de 90 pays développés et en développement sur la période (1975-97). Komulainen et Lukkarila (2003) ont estimé également, un modèle probit pour examiner les causes des crises bancaires et monétaires dans 31 pays émergents sur la période (1980-2001). D'autres économistes ont appliqué cette méthode à l'analyse des crises bancaires. Principalement, Demirgüç-Kunt et Detragiache (1997-1998-2000) qui ont effectué divers tests du modèle logit afin de vérifier l'impact de la libéralisation financière, de l'environnement institutionnel et de l'assurance explicite sur les dépôts sur les crises bancaires de pays développés et en développement durant les périodes (1980-1994), (1980-1995) et (1980-1997). Fontenla (2003) a également fait appel à un modèle logit dans le but de déterminer les facteurs des crises bancaires sur un échantillon de 51 pays émergents durant la période (1974-97), Dans la même perspective, Eichengreen et Rose (1998) ont testé un modèle probit sur le cas des pays émergents pour la période (1975-92), Mehrez et Kaufman (2000) sur un panel de 56 pays développés et en développement durant la période (1977-97) et Eichengreen et Arteta (2000) sur un panel de 75 pays émergents pour une période de (1975-97). Leurs conclusions est que la libéralisation financière est la cause principale des crises bancaires et financières récentes.

⁸- Apanard P, Angkinard, Wanvinol Sawanggoenyuang and Clas Wihlborg , " Financial Liberalization and Banking Crises: A Cross-Country Analysis " *Journal compilation International Review of Finance*, 2010 p 267

IV-1 Définition des indicateurs de libéralisation financière

La libéralisation financière est définie comme un processus de désengagement de toute forme de contrôle restrictif d'un caractère qualitatif ou quantitatif imposé par l'Etat sur les structures institutionnelles, les instruments et les activités des agents sur différents segments du secteur financier. Pour chaque secteur, trois régimes sont identifiés : parfaitement libéralisé, partiellement libéralisé et réprimé. Un système financier est considéré comme parfaitement libéralisé si les trois secteurs sont parfaitement libéralisés. Et il est considéré comme partiellement libéralisé, si au moins un secteur n'est que partiellement libéralisé. Selon Kaminsky et Schmukler (2002)⁹ l'indice de la libéralisation financière se compose de trois aspects fondamentaux : libéralisation du secteur financier interne, l'ouverture des marchés financiers et la libéralisation du compte de capital:

a- la libéralisation du secteur financier interne :

Elle mesure la libéralisation du taux d'intérêt, les crédits, les réserves obligatoires et la concurrence bancaire pour accélérer la croissance économique.

b- la libéralisation du secteur financier externe

La libéralisation financière externe correspond à la suppression des contraintes sur les mouvements des capitaux et de balance de paiement. Cette dernière concerne les mouvements de différentes formes de capitaux comme : les dettes, les titres et les actions du portefeuille, les investissements directs...

b-1 La libéralisation des marchés financiers

Elle signifie la suppression des restrictions de la détention par les investissements étrangers de titres des compagnies domestiques cotées sur le marché des titres et l'élimination des contraintes au rapatriement du capital et au versement des dividendes, des intérêts et des bénéfices.⁽¹⁰⁾

b-2 L'ouverture du capital

Elle consiste à la suppression des contraintes qui empêchent les banques et les autres institutions financières d'effectuer des empreints à l'étranger, et l'élimination du contrôle exercé sur le taux de change dans le cadre de transactions relatives au compte courant et au compte capital et les flux de capitaux pour éviter la fuite des capitaux.

L'indice de libéralisation de chaque secteur financier varie entre 0 et 2. Il prend la valeur 0 lorsque le secteur financier est administré, quand toutes les restrictions restent en place ; la valeur 2 lorsqu'il est totalement libéralisé, quand toutes les dimensions ont été libéralisées ; et une valeur comprise entre [0 et 2] lorsqu'il est partiellement libéralisé, quand au moins une dimension a été libéralisée.

IV-2 : Définition des indicateurs de crise bancaire

La fréquence et la gravité des crises bancaires se sont accrues au cours des deux dernières décennies aussi bien dans les économies émergentes que dans les pays industriels entraînant des pertes de production élevées, généralement supérieures à 10 % du PIB.¹¹ Généralement, la littérature relative aux crises bancaires s'attache à identifier et à décrire les crises après leurs avènements. Ainsi, la majorité des études utilisent des indicateurs binaires donnant la valeur de zéro aux périodes tranquilles et la valeur un aux épisodes de fragilité bancaire. Dans ce cadre des efforts importants ont donc été accomplis récemment à partir des études empiriques pour

⁹ -Kaminsky et Schmukler (2002) "Short run pain, long run gain: The effects of financial liberalization", World Bank Policy Research Working Paper 2912

On a essayé de combler les insuffisances concernant la base de données sur la libéralisation financière dans une étude qui comporte 28 pays développés et en développement sauf les pays d'Afrique qui est proposée auprès des autres études empiriques tels que les travaux de Jbiliet *al.*, 1997 ; Bekeart et Harvey, 2000 ; Bandiera *et al.*, 2000 ; Hall, 2003. Les données proposées dans cette étude permettent de définir de manière détaillée le degré et l'intensité de libéralisation financière.

¹⁰ -Sawssen Ben Gamra et Michaiel Clévenot, « Les effets ambigus de la libéralisation financière dans les pays en développement Croissance économique ou instabilité financière ? »

P.10.

¹¹ -Claude Borio et Philip Lowe 2002 décembre, « Evaluation du risque de crise bancaire » p 2

mettre au point des « indicateurs avancés » de crises, afin d'aider les décideurs à prédire et à prendre plus rapidement des mesures correctives .La plupart des études empiriques retiennent les définitions issues des travaux de Caprio et Klingebiel (1996; 2003), Lindgren et al. (1996), Kaminsky et Reinhart (1999) et de Demirguc-kunt et Detragiache (1998).

Dans notre analyse nous nous concentrant sur l'analyse de Caprio et Klingebiel (1996; 2003)¹², et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il s'agit d'une des rares études qui traite des crises bancaires dans l'ensemble des pays de notre échantillon. Leurs travaux portent sur la nature des crises (systémique ou non), les causes, les coûts de résolution et les différentes mesures prudentielles de gestion de la crise. Ensuite, ces auteurs définissent le début et la fin d'une crise bancaire en adoptant une approche pragmatique fondée sur une analyse événementielle et sur les propos d'experts de la profession bancaire des pays concernés. Ils supposent que le début d'une crise bancaire peut coïncider soit avec la fermeture ou la restructuration, d'une ou plusieurs banques, soit avec une décision de nationalisation importante des banques ou un gel des dépôts. Enfin, ils distinguent également les crises bancaires systémiques des crises bancaires non systémiques ne débouchant pas nécessairement sur l'effondrement du système dans son ensemble. dans la mesure où. Le tableau suivant résume les expériences de crises bancaires en Amérique Latine, Asie et Moyen Orient s'étalant de 1970 jusqu'au Janvier 2003.

Tableau 1 : Episode de Crise bancaire en Amérique Latine ,Asie et Moyen Orient « 1970- Janvier 2003 »

Pays	Crises systémiques	Crise non systémiques
-Brésil	1990, 1994-99	-
-Colombie	1976,1981-87	-
-Mexique	1981-91, 1994,99	-
-Argentine	1980-82,1989-90, 1995,2001-02	-
-Pérou	1983-90	-
-Chili	1976,1981-86	-
-Venezuela	1994-95	fin 1970- début 1980
-Thaïlande	1983-87, 1997-2003	-
-Népal	1988	-
-Bangladesh	Fin 1980- 96	-
-Singapour	-	1982
-Sri Lenca	1989-93	-
-Corée	1997-2003	-
-Inde	-	1993-2003
-Indonésie	1997-2003	1994
-Malaisie	1997-2003	1985-88
-Philippines	1981-87, 1998-2003	-

¹²- elle utilise une méthode pragmatique reposant plus sur l'identification d'événementielle et sur les propos d'experts de la profession bancaire des pays concernés. Ils supposent que le début d'une crise bancaire peut coïncider soit avec la fermeture ou la restructuration, d'une ou plusieurs banques, soit avec une décision de nationalisation importante des banques ou un gel des dépôts. . Leur recensement a été directement utilisé par Stone et Weeks (2001) (actualisé jusqu'en 1999) et par Demirgüç-Kunt et Detragiache (1998, 1999) ,d.Eichengreen et Arteta (2000)

qui comparent systématiquement les séries de crises bancaires disponibles. Ils montrent que la série Caprio-Klingebiel est la série « souche » ou « racine » la plus robuste et fiable.

-Tunisie	-	1991-95
-Turquie	1982-85, 2000-2003	1994
-Maroc	début 1980	-
-Israël	1977-83	-
-Ghana	1982-89	1997-2003
-Egypte	Début 1980	1991-95
-Afrique du sud	-	1977,1989

Source :DaneilaKlingebeil and Luc Laeven ,”Managing the real and fiscal effects of banking crises” ,The world bank Washington DC 2000

IV-3 : Présentation des variables de contrôle :

Le choix des indicateurs de crise bancaire découle à la fois de la littérature empirique qui révèle une grande divergence selon les régions¹³, théorique et de la disponibilité des données.

On nous appuyons dans notre étude sur des indicateurs principale afin de répondre à l’objectif principal de notre travail empirique qui est d’évaluer l’effet des variables de libéralisation financière partielle et totale sur la probabilité des crises bancaires.

Le tableau ci-dessous résume les résultats des principales études empiriques portant sur les crises dans les pays émergents et correspondant à la période de notre étude.

Tableau 2 : Les indicateurs de contrôles des crises bancaire dans les pays émergents suivant les résultats des études empirique

	Indicateurs	Etude Empirique	Singnificativité
Gouvernement	L’équilibre Budgétaire/PIB Inflation	-Kaminsky et Reinhart (1999)/Eichengreen <i>et al.</i> (1998,2000). -Hutchison et McDill (1999)/Hagen et Ho (2003).	- --
FINANCE	-Dette/PIB -M2/PIB	-Eichengreen <i>et al.</i> (1998, 2000). Goldstein <i>et al.</i> (2000)/Eichengreen et Rose (1998).- -Komulainen et Lukkarila (2003)/Eichengreen et Arteta (2000)	+ +
SECTEUR FINANCIERE	-Dépôt Bancaire -créance sur le secteur privé /PIB -Reserve des banque/actif	-Kaminsky (1999). -Komulainen et Lukkarila (2003)/Rossi (1999). -Demirguç-Kunt et Detragiache (1998, 2000)/Rossi (1999).	- + -
FLUX DE CAPITAUX	-Capitaux a court terme/PIB -Taux d’interet	Komulainen et Lukkarila (2003) et Fontenla (2003), -Hagen et Ho (2003)/Hutchison et McDill (1999).	+ -

6- Pour plus d’information voir l’étude de Hardy et Pazarbasioglu (1998)

INTERNATI ONAL	-taux d'intérêt international	-Eichengreen <i>al.</i> (1998, 2000)/Fontenla (2003).	+
	-Croissance de l'OCDE		
	-Dépréciation du taux de change réel		--+
	-Déficit du compte courant/PIB	-Eichengreen <i>al.</i> 1998- 2000 Komulainen et Lukkarila(2003)/Fontenla (2003).	--

Source : L'étudiante suivant une revue de littérature

Note : + : Fortement significatif positivement, - : Fortement significatif négativement,
-+ : Faiblement significatif

IV-4 Données et propriétés des variables

Notre étude couvre la période 1981 -2014 et elle porte sur un ensemble de pays en développement, Moyen d'orient. Le tableau ci-dessous présente les statistiques descriptives de l'ensemble des variables de cette étude. L'analyse des statistiques descriptives révèle que certaines variables explicatives présentent sur la période étudiée des fluctuations très importantes par rapport à d'autres.

Tableau 3 : Le tableau de la moyenne et de l'écart type des variables

	CRIS	PIB	DBDG	M2RT	DPUB	CPIB	TIR
Moyenne	0.327014	2.637441	-1.568720	5.104265	15.12559	64.06991	6.902844
Médiane	0.000000	3.000000	-2.000000	4.000000	12.00000	48.85000	6.200000
Maximum	1.000000	11.00000	18.00000	34.00000	161.0000	1634.000	78.80000
Minimum	0.000000	-14.00000	-15.00000	1.000000	1.000000	0.000000	-46.70000
Ecart type.	0.469679	3.878048	5.117969	4.252542	12.69226	85.73436	12.11518
Probabilité	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
Observations	422	422	422	422	422	422	422

NOTE : **cris** : crise bancaire ; **PIB** : Taux de croissance réel par tête ; **DBDG** : déficit budgétaire /Pib ; **M2RT** :M2/réserve de change internationale ; **DPUB** : dette publique de court terme/ dette externe ; **CPIB** : croissance du crédit /Pib ; **TIR** :taux d'intérêt réel

IV-5 résultat empirique et interprétation

a- chronologies de libéralisation financière et crise bancaire

Comme nous avons déjà lancé précédemment que Kaminsky et Schmukler (2002) distingue deux groupes de libéralisation financière :

- libéralisation financière interne qui concerne principalement la libéralisation des taux d'intérêt, désencadrement du crédit, l'élimination ou au moins la réduction des réserves obligatoires et le renforcement de la concurrence.

Libéralisation financière externe qui concerne surtout l'ouverture des marchés financiers et du compte de capitale. Suivant la littérature empirique il existe une relation entre l'ordre des opérations de libéralisation(interne ou externe) et la dynamique des crises bancaires dans les pays émergents où les crises bancaire ont-elles été fréquentes en (Asie) et profondes dans certains pays (Amérique latine) , c'est parce qu'ils ouvert en premier lieu leur compte de capital .

À l'inverse, les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, qui ont connu des crises ponctuelles ont libéralisé le secteur financier interne avant de s'ouvrir sur l'extérieur. (Voir annexe 2)

Les régressions des variables *dummies* de libéralisation financière interne et externe sur les variables binaires des crises bancaires sont présentées dans le tableau suivant.

Les résultats suggèrent que lorsque la libéralisation interne précède l'ouverture du compte de capital dans le pays la probabilité des crises bancaires n'augmentent pas de manière significative. Par contre si les réformes d'un pays se initient par l'ouverture de leur capital avant de préparer ou structurer leur systèmes interne la probabilité de crises bancaires s'accroît de manières significatives ce qui confirme exactement la thèse de McKinnon 1991 de « L'ordre optimal » ou «sequencing ». Pour eux le respect de l'ordre de l'opération de libéralisation financière permet de garantir la réussite des politiques de libéralisation. C'est parce que l'ouverture des mouvements de capitaux avant de réformés le système financier interne d'un pays renforce le risque de distorsions créés par l'existence des réglementations mal adapté à un contexte d'ouverture internationale.

Tableau4: Chronologie de libéralisation financière et crise bancaire

Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	-0.597744	0.114288	-5.230163	0.0000
LIBI	-0.359944	0.159112	-2.262210	0.0237
PIB	-0.034500	0.032498	-1.061598	0.2884
DBDG	0.066287	0.027229	2.434385	0.0149
M2RT	-0.074874	0.028228	-2.652433	0.0080
DPUB	-0.037531	0.013526	-2.774726	0.0055
CPIB	0.040969	0.005597	7.319955	0.0000
TIR	0.016372	0.010266	1.594693	0.1108
McFadden R-squared	0.191669	Meandependent var		0.627078
S.D. dependent var	0.484157	S.E. of regression		0.433468
Akaike info criterion	1.101047	Sumsquaredresid		77.78825
Schwarz criterion	1.168264	Log likelihood		-224.7704
Hannan-Quinn criter.	1.127612	Restr. log likelihood		-278.0673
LR statistic	106.5937	Avg. log likelihood		-0.533896
Prob(LR statistic)	0.000000			
::ObswithDep=0	157	Total obs		421
ObswithDep=1	264			
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	-0.959776	0.113161	-8.481525	0.0000
LIBE	0.360658	0.161391	2.234676	0.0254
PIB	0.033583	0.032472	1.034200	0.3010
DBDG	-0.064882	0.027127	-2.391794	0.0168
M2RT	0.075917	0.028207	2.691388	0.0071
DPUB	0.037777	0.013544	2.789119	0.0053
CPIB	-0.041210	0.005603	-7.355249	0.0000

TIR	-0.016274	0.010268	-1.584844	0.1130
McFadden R-squared	0.191943	Meandependent var		0.372038
S.D. dependent var	0.483922	S.E. of regression		0.433183
Akaike info criterion	1.099861	Sumsquaredresid		77.87384
Schwarz criterion	1.166958	Log likelihood		-225.0706
Hannan-Quinn criter.	1.126376	Restr. log likelihood		-278.5332
LR statistic	106.9253	Avg. log likelihood		-0.533343
Prob(LR statistic)	0.000000			
ObswithDep=0	265	Total obs		422
ObswithDep=1	157			

Dépendante variable : crise bancaire (0, 1) / Methode : ML- BinaryLogit /

Période d'analyse : 1981-2014 /Nombre d'observation : 720

Note : 1- libéralisation financière interne précède libéralisation externe

Si : LIBI précède LIBE les variables prennent la valeur 1 sinon 0

2-libéralisation financière externe précède libéralisation financière interne

Si : LIBE précède LIBI les variables prennent la valeur 1 sinon 0

b- Rythmes de libéralisation financière et crise bancaire

La seconde question concerne la rapidité du processus de libéralisation c'est à dire est- il préférable de choisir un traitement graduel ou un traitement de choc ?

Le tableau ci-dessus résume l'impact des variable dummies de la libéralisation financière (prend la valeur 1 on cas de libéralisation totale et 0 on cas de libéralisation partielle) sur les crises bancaires.

Les résultats suggèrent que la libéralisation financière rapide est significativement corrélée aux probabilités de crises bancaires. En effet la libéralisation de système financier d'un pays doit être graduelle, où il s'avère très dangereux d'adopter l'approche du big-bang et de lever toutes les restrictions simultanément.

Tableau 5 : Vitesse de libéralisation financière et crise bancaire

Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	-0.542041	0.098202	-5.519641	0.0000
LIBR	-0.718776	0.184009	-3.906211	0.0001
PIB	0.025758	0.030317	0.849609	0.3955
DBDG	0.125810	0.025940	4.850101	0.0000
M2RT	-0.042989	0.038818	-1.107442	0.2681
DPUB	0.039111	0.012630	3.096777	0.0020
CPIB	-0.016845	0.004024	-4.186070	0.0000
TIR	0.047421	0.011090	4.276123	0.0000

McFadden R-squared	0.122504	Meandependent var		0.381313
S.D. dependent var	0.486324	S.E. of regression		0.452600
Akaike info criterion	1.201902	Sumsquaredresid		79.68540
Schwarz criterion	1.272280	Log likelihood		-230.9766
Hannan-Quinn criter.	1.229784	Restr. log likelihood		-263.2225
LR statistic	64.49185	Avg. log likelihood		-0.583274

 Prob(LR statistic) 0.000000

ObswithDep=0	245	Total obs	396
ObswithDep=1	151		

Note : LIBR : libéralisation rapide

V- CONCLUSION:

Cet article est fondé sur l'idée que les politiques de libéralisation financière entamée dès la fin des années 70 auprès des pays émergents et en développement peuvent être considérés plus particulièrement comme l'origine des faillites et des crises bancaires graves, jamais vu depuis la grande crise mondiale de 1929.

Nous cherchons, globalement, à identifier les facteurs qui ont contribué à fragiliser le système bancaire et à déclencher la crise et, en particulier, à tester l'apport des variables bancaires et financière dans ce processus de fragilisation. Les résultats économétriques suggèrent que l'effet déstabilisant de la libéralisation financière sur la probabilité de crises bancaires diffère selon la chronologie et le rythme des réformes financiers en plus de plusieurs critères qui peuvent être utilisées pour mesurer le chaos des banques. En d'autre terme la séquence de libéralisation financière exige que l'ouverture externe du compte capital ne précède la libéralisation interne afin d'éviter des crises sévères, ce qui confirme la thèse de l'ordre optimale de McKinnon, mais avant de libéraliser n'importe quel secteur il faut imposer à la banque des régulations et des supervisions afin de garantir la solidité du système bancaire.

Annexe 01 : Chronologie des crises bancaires de 1971 -1997¹⁴

<i>Pays Etude Empirique</i>	<i>Lindgren, Garcia and Saal (1996)</i>	<i>Kaminsky and Reinhart (1996) and Kaminsky (1998)</i>	<i>Hardy and Pazarbasi oglu (1998)</i>	<i>Demirgüç-Kunt and Detragiache (1998a) (1998b) (1999)</i>
			<i>Crise</i>	<i>Detresse</i>
<i>Algerie</i>				<i>1990</i>
<i>Argentine</i>	<i>1980,1989- 90,1995</i>	<i>1980,1985,199 4</i>		
<i>Benine</i>	<i>1988</i>		<i>1987</i>	
<i>Bolivia</i>		<i>1987</i>		
<i>Brazil</i>		<i>1985,1994</i>		
<i>Bulgaria</i>	<i>1991-96</i>			
<i>Cameroun</i>	<i>1989-93,1995-96</i>		<i>1989</i>	
<i>Canada</i>				<i>1983</i>
<i>Central African Republic</i>	<i>1976-92</i>			
<i>Chad</i>	<i>1979-83</i>			
<i>Chilie</i>	<i>1981-87</i>	<i>1981</i>		<i>1981*</i>
<i>Columbia</i>		<i>1982</i>		<i>1984 1982-85</i>
<i>Cango</i>	<i>1994-96</i>			
<i>Cote d'ivoire</i>				<i>1988</i>
<i>Costa Rica</i>				<i>1994</i>

¹⁴ - pour plus d'information voir Echengreen and Arteta (2000) ; «Banking Crises in Emerging

Markets: Presumptions and Evidence", Centre for International Development Economics Research Working paper 115, Haas School of Business, University of California Berkeley.

<i>Danemark</i>		1987		1990	
<i>Dominican Republique</i>				1992	
<i>Ecuador</i>				1992	1995*
<i>El Salvador</i>				1995	1989*
<i>Equatorial Guiena</i>	1983-85				
<i>Estonia</i>	1992-95				
<i>Finland</i>	1991-94	1991	1991		1991-94
<i>France</i>				1994	
<i>Guinea</i>	1980-85				
<i>Guyana</i>					1993-95
<i>India</i>					1991-94
<i>Indonesia</i>		1992	1997	1992	1992-94
<i>Iceland</i>				1985	
<i>Israel</i>		1983			1983-84
<i>Italie</i>					1990-94
<i>Jamaica</i>				1994	
<i>Japan</i>				1992	1992-94
<i>Jordanie</i>	1989-90			1989	1989-90
<i>Kenya</i>				1993	1993
<i>Korea</i>			1997		
<i>Kuwait</i>	Mid-1980				
<i>Latvia</i>	1995-96				
<i>Lebanon</i>	1988-90				
<i>Liberia</i>	1991-95				
<i>Lithuania</i>	1995-96				
<i>Macedonia</i>	1993-94				
<i>Madagascar</i>				1988	
<i>Malisie</i>	1985-88	1985	1985		1985-88
<i>Mali</i>				1987	1987-89
<i>Mexico</i>	1982, 1994-96	1982, 1992	1982, 1994		1982, 1994
<i>New Zealand</i>				1989	
<i>Nepal</i>					1988-94
<i>Niger</i>	1983-96				
<i>Nigeria</i>					1991-94
<i>Norway</i>	1987-93	1988	1991		1987-93
<i>Panama</i>	1988-89				1988*
<i>Papua New Guinea</i>					1989*
<i>Paraguay</i>				1995	
<i>Peru</i>		1983		1983	1983*
<i>Philippine</i>	1981-87	1981	1981	1997	1981-87
<i>Portugal</i>					1986*
<i>Sao Tomé</i>	1980-96				
<i>Senegal</i>	1983-88		1983		1983-88**
<i>Somalia</i>	1990				

<i>Sri Lanka</i>					1989-93
<i>Afrique du Sud</i>	1985		1985	1989	1985
<i>Espagne</i>	1977-85	1978			
<i>Swaziland</i>					1995*
<i>Sudan</i>	1990-93	1991	1992		1990*
<i>Tanzania</i>	1988-96				1988-94**
<i>Thailand</i>	1983-87	1979, 1983	1983, 1997		1983*
<i>Togo</i>				1989	
<i>Turkey</i>	1982,1991	1991	1982		1991 ,1994
<i>Uganda</i>					1990 -94**
<i>Uruguay</i>	1981-85	1971 ,1981		1982	1981-85
<i>USA</i>					1980*
<i>Venezuela</i>	1994-96	1993	1994		1993-94
<i>Total no .of ountries involved</i>	36	20	16	25	36

*:inclue dans l'article de *Demirgüç-Kunt et Detragiache (1999)*

** : inclue dans l'article de *Demirgüç-Kunt et Detragiache (1998a) ,(1998b)*

Source :James Bell , « **Leading indicator models of banking crises – a critical review** ”*Financial Stability Review December 2000*

BIBLIOGRAPHIE :

1. Agustín G. Carstens, Daniel C. Hardy et CeylaPazarba ,sio˘glu (2004) « Eviter les crises bancaires en Amerique Latine » *Finances & Développement Septembre P30*
2. Apanard P, Angkinard,WanvinolSawangngoenyung and ClasWihlborg (2010) ” Financial Liberalization and Banking Crises: A Cross-Country Analysis “ *Journal compilation International Review of Finance, p 267*
3. Alain ANGORA, Amine TARAZI (2009) «Crises bancaires dans les pays de l’UEMOA un système d’alerte avancée fondé sur une approche logit multinomiale »
4. Brenda Gonzalez B r e n d a -Hermosillo “Crises bancaires :se doter d’indicateurs d’alerte avancée »*Finances& Développement / Juin 1999*
5. Bruno Crépon –Nicolas Jacquemet « Économétrie :méthode et applications »Groupe de Boeck s.a ,2010 Bruxelles
6. Caprio-Klingebiel(2003) “ Episode of of systemic and borderline financial crises “ *World Bank Working Paper, Mimeo January .*
7. Claude Borio et Philip Lowe 2002 décembre , « Evaluation du risque de crise bancaire »
8. Claude Berthomieu& Anastasia Ri « Process and Effects of Financial Liberalization in Transition Countries: A Selective Literature Survey »
9. DaneilaKlingebeiland LucLaeven(DC 2000) ”*Managing the real and fiscal effects of banking crises*” ,*The world bank Washington*
10. *Demirgüç-Kuntet Detragiache(1998)*, « Financial liberalisationand financial fragility , Annual World Bank Conference on Development Economics, Washington D.C., 20-21 avril.
11. Echengreen and Arteta (2000) ; «Banking Crises in Emerging Markets: Presumptions and Evidence”, Centre for International Development Economics Research Working paper 115, Haas School of Business, University of California Berkeley.
12. Hardy et Pazarbasioğlu (1998) :“Leading indicators of banking crises: Was Asia different?” *IMF Working Paper, N°91*

13. James Bell(December 2000)« Leading indicator models of banking crises – a critical review ”
Financial Stability Review
14. Kaminsky et Reinhart (1999)«“The Twin Crises: The Causes of Banking and Balance of Payments Problems”*American Economic Review*, Vol. 89, pp. 473–500
15. Kaminsky et Schmukler (2002) “Short run pain, long run gain: The effects of financial liberalization”,
World Bank Policy Research Working Paper 2912
16. Koralaï Kirabaeva (Hiver 2001) «Anti sélection et crises financières » Revue de la banque
du Canada. P11
17. McKinnon, R.I., (1991) “*The Order of Economic Liberalization: Financial Control in the
Transition to a Market Economy* “the Johns Hopkins University Press, Baltimore and
Londres.
18. Puspa Delima Amri* and Brett Matthew Kocher (*January 2012*)« The Political Economy of
Financial Sector Supervision and Banking Crises:A Cross-Country Analysis »*European Law
Journal*, Vol. 18, No. 1, January 2012, pp. 24–43.
19. Régis Bourbonnais « Économétrie : Manuel et exercices corrigés » 6 édition Dunod Paris
2005
20. Sawssen Ben Gamra et Michail clévenot, « libéralisation financière et crises bancaires dans
les pays émergents, la préguance du rôle des institutions », www.Univ –Paris13-Fr, P.10.
21. Saoussen Ben Gamra et Mickaël Clévenot (2008) « Les effets ambigus de la libéralisation financière
dans les pays en développement Croissance économique ou instabilité financière ?»
22. Saoussen Ben Gamra & Dominique Plihon (2007) « Politique de libéralisation financière et crises
bancaires » *Économie internationale* 112 p. 5-28.
23. Saoussen Ben Gamra & Dominique Plihon (2001) « Qualité des institutions, libéralisation et crises
bancaires : Le cas des pays émergents »